

# MARCHE SUR PROCÉDURE ADAPTÉE

N° 2025\_SNIA\_TOUL\_003

Passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la  
Commande Publique (CCP).

## Prestations intellectuelles – Étude structure de faisabilité

### A. IDENTIFIANTS

#### 1. Identification de la personne morale de droit public qui passe le marché :

**Ministère, ou collectivité territoriale, ou établissement :**

Ministère chargé des Transports  
Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)  
Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA)  
Direction de la Technique et de l'Innovation (DTI)

**Représentant de l'acheteur :**

Le directeur de la DTI ou l'un de ses représentants

**Objet du marché :**

Marché de prestations intellectuelles pour une étude structure de faisabilité relative à l'installation  
d'un radar en toiture de la vigie de l'aérodrome de Toulouse-Blagnac

**Code CPV :** 71241000-9- Étude de faisabilité, service de conseil, analyse

**Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61  
du CCP :**

Le directeur de la DTI ou l'un de ses représentants

**Comptable assignataire public :**

Agence Comptable Secondaire Sud du BACEA  
1, avenue du Docteur Maurice Grynfolgel  
BP 53584  
31035 Toulouse Cedex 1

## 2. Candidat – le titulaire :

Nom prénom :

pour le compte de la société :

Domiciliée à :

N° SIRET :

Téléphone :

Mail :

### **Compte à créditer : RIB à joindre obligatoirement**

Banque :

Code banque :

– Code guichet :

– Clé RIB :

n° de compte :

## **B. MARCHE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet du marché**

Le présent marché porte sur la réalisation d'une étude structure de faisabilité relative à l'installation d'un radar en toiture de la vigie de l'aérodrome de Toulouse-Blagnac.

### **Article 2 : Montant du marché**

Le marché de travaux comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Montant du marché hors taxe (HT) :	
Montant de la TVA (taux de 20 %) :	
Montant total du marché toutes taxes comprises (TTC) :	

En toutes lettres :

### **Montant sous-traité :**

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, un acte de sous traitance sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué à l'acte de sous-traitance est exprimé hors taxe ; le titulaire doit également préciser dans ce formulaire que la TVA est autoliquidée.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

### **Article 3 : Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles CCAG/PI, le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous énumérés par ordre de priorité :

- le présent document valant Acte d'Engagement (AE) et Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) ;
- le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes de sous-traitances et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### **Article 4 : Délais d'exécution**

La durée du marché est de 6 mois à compter de la notification du marché.

Le délai d'exécution des prestations est de 3 mois à compter de la date précisée dans l'ordre de service prescrivant de démarrer les prestations.

### **Article 5 : Nature des prix**

Les prix du présent marché sont fermes et définitifs et sont établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres.

### **Article 6 : Modalités de règlement par virement des acomptes et du solde**

#### **6.1 - Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures ou projet de décompte sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les projets de décompte devront comporter, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur

suite à la notification du marché ».

## **6.2 - Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage.

## **Article 7 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique, une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seraient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **7.1 -Obligation de confidentialité et mesures de sécurité**

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les renseignements ou documents communiqués par la DGAC dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché et à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs et ses sous-traitants éventuels. Tout salarié ou sous-traitants intervenant au titre de cette opération devra être informé qu'il est tenu de ne pas divulguer à des tiers qui n'auraient pas qualité pour connaître les informations dont il aurait connaissance dans le cadre des prestations qui lui ont été confiées.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses personnels les règles en vigueur et les jours et heures d'accès au site qui lui seront communiqués par le responsable de l'opération.

### **7.2 - Mesures de sûreté pour l'accès au site de Blagnac**

Le site de Blagnac est soumis à une réglementation de sûreté spécifique. Dans ce contexte, tous les personnels intervenant sur le site devront être titulaires d'un badge d'accès. L'attention du titulaire est notamment attirée sur le fait qu'une enquête est diligentée par les autorités assurant la protection du site avant l'établissement de tout titre d'accès.

En cas d'avis négatif suite à cette enquête, l'accès sera refusé à la personne concernée. Le titulaire sera alors dans l'obligation de désigner un autre intervenant. Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

## **Article 8 : Résiliation du marché**

Les dispositions du CCAG/PI sont seules applicables.

## **Article 9 : Dérogations aux documents généraux**

L'article 3 du présent marché déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI.

## **Article 10 : SIGNATURES**

A \_\_\_\_\_, le  
Le représentant de l'entreprise,

A \_\_\_\_\_, le  
Le représentant de l'acheteur,

## C. CADRE POUR FORMULE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CRÉANCES (1)

Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises. En ce qui concerne :

La totalité du marché

(indiquer le montant en chiffres et en

lettres).....

A , Le

Le représentant de l'acheteur,

(1) à remplir par le maître d'ouvrage en original sur une photocopie

## D. NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie du marché au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire. En cas de notification par voie électronique, la date et heure de réception sont considérées comme celles de la notification. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification une copie du présent marché.

A , Le

Le titulaire du marché